

**P.W. – C.R.A.C. N° 220 (2021-2022)**

**QUESTION ORALE DE M. FRÉDÉRIC À M. BORSUS, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DU COMMERCE EXTÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION, DU NUMÉRIQUE, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'AGRICULTURE, DE L'IFAPME ET DES CENTRES DE COMPÉTENCES, SUR « L'INQUIÉTUDE AU SUJET DE L'AVENIR DU GRAND PRIX DE FORMULE 1 DE SPA-FRANCORCHAMPS À PARTIR DE 2023 »**

**M. le Président.** – La parole est à M. Frédéric pour poser sa question.

**M. Frédéric (PS).** – Monsieur le Ministre, je suis un peu embêté, après une si longue journée, d'encore vous harceler avec des questions, mais je sais qu'il vous en faut plus. Je vais donc être le plus synthétique possible, puisque vous connaissez le problème. Vous savez que je m'y intéresse depuis de nombreuses années, j'ai déjà répété à plusieurs reprises que je n'ai aucun intérêt personnel pour le sport automobile. Par contre, j'ai un intérêt important pour l'économie de ma région et je suis sûr que, à cet égard, vous partagez ma préoccupation.

On sait à combien de reprises, au fil de l'histoire, les grands prix ont parfois été remis en cause. On sait que l'on devait renégocier tout cela. Ce qui a un peu inquiété et agité le Landernau, en tout cas dans ma région, mais pas seulement, c'est l'annonce qui, selon Le Télégraphe « le Grand Prix de formule 1 de Spa-Francorchamps ne serait plus programmé la saison prochaine. »

Il y a eu des réactions comme celle du pilote Sebastian Vettel, par exemple, qui parle d'une honte si Liberty Media envisageait de se passer du Grand Prix. Spa garderait une chance, dit-on, si l'organisation d'un Grand Prix en Afrique du Sud n'aboutissait pas, mais cette chance resterait très hypothétique.

Il y a peu de temps, je vous avais déjà interrogé en question écrite sur le maintien du Grand Prix de Spa. Vous m'aviez répondu qu'il fallait être prudent, mais que vous étiez modérément optimiste, dans la mesure où aucun élément objectif n'indiquait que cette prolongation pourrait être remise en cause, ni les propos de la Formula One Management, ni à la qualité des relations que vous entretenez avec ces instances et encore moins l'ambition que nous défendons pour Spa. Vous restiez donc confiant. J'aurais voulu savoir, sans trahir la couronne et sans vous faire tenir des propos qui pourraient compliquer encore plus la situation, ce n'est pas du tout mon but, dans quelle mesure vous disposez d'éléments qui permettent de rassurer celles et ceux qui dépendent aussi de cette activité au circuit de Francorchamps.

Je me plais à répéter souvent que c'est l'attractivité de la F1 qui fait l'attractivité du circuit en tant que tel et qui fait qu'il y a une activité quasi quotidienne sur le site. J'aurais que vous me disiez quel était l'état des informations dont vous disposez et que vous pouvez, le cas échéant, nous donner. Avez-vous des contacts ? Pouvez-vous nous en dire un peu plus ? Je vous remercie déjà pour les éléments de réponse que vous ne manquerez pas d'apporter.

**M. le Président** – La parole est à M. le Ministre Borsus.

**M. Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences.** – Monsieur le Député, merci pour votre question. Convenons tout d'abord en cette commission que la perte éventuelle de ce Grand Prix de Belgique serait effectivement très dommageable pour l'économie nationale, régionale et supralocale, comme vous le mentionnez très justement.

À cet égard, une étude qui avait été menée par Deloitte en 2017 démontrait qu'à l'époque les retombées pour la Belgique étaient estimées à près de 30 millions d'euros, dont quasiment 5 millions d'euros de recettes fiscales. Cette même étude démontrait que chaque euro investi par le Gouvernement wallon dans l'organisation du Grand Prix générait à l'époque 3,15 euros de valeur ajoutée en Wallonie. La perte éventuelle de cet événement d'envergure mondiale serait également dommageable pour le circuit de Spa-Francorchamps, puisque l'attractivité et les activités, tout au long d'une partie de l'année, sont par définition, pour une partie d'entre elles, liées à l'image de ce circuit accueillant la compétition de formule 1. Comme vous, je suis donc conscient des enjeux et de l'importance de conserver le Raidillon au calendrier de la formule 1. C'est donc avec beaucoup d'attention, beaucoup d'intensité que je défends les intérêts de notre tracé spadois. Je le fais de concert avec les différentes instances qui sont au plus près de ce dossier, c'est-à-dire notamment : Melchior Wathelet, le président du conseil d'administration de Spa grand prix et du circuit de Spa-Francorchamps, mais également avec les directions du Grand Prix et les directions du circuit, de manière à pouvoir adapter au mieux les contacts, les efforts de convictions que nous déployons vis-à-vis des instances de la Formula One Management.

De ces échanges réguliers menés à tous les niveaux et avec les différents interlocuteurs que je viens de mentionner, nous avons eu l'occasion de faire le point, ce matin même, lors d'une réunion de travail tenue avant notre commission. Cette réunion de travail s'est tenue avec le président Melchior Wathelet, Sébastien Durieux qui est administrateur de Spa Grand Prix et représentant la SOGEPA, avec Vanessa Maes qui est la directrice de Spa Grand Prix et avec Amaury Bertholomé qui est directeur du circuit de Spa-Francorchamps.

Cette réunion avec pour objectif de faire le point sur la situation et d'amplifier encore les efforts que nous déployons depuis plusieurs mois dans le sens d'une prolongation de l'épreuve dans des conditions aussi acceptables et favorables que possible, mais aussi avec une durée qui soit elle-même aussi longue que possible. À cette fin, nous avons aussi établi un contact avec le Gouvernement fédéral et, de concert avec le Premier ministre, le ministre-président et moi-même, avons rédigé à l'attention de Stefano Domenicali, président de la formule 1, un courrier pour témoigner du soutien, à la fois des autorités fédérales et du Gouvernement wallon par rapport à la pérennisation de ce circuit. En parallèle, de multiples échanges et réunions de travail ont eu lieu avec les différents interlocuteurs, non seulement pour faire le point concernant l'évolution des contacts et des négociations, mais également eu égard à l'évolution du calendrier.

Vous avez raison de mentionner qu'il y a deux éléments qui dans ce dossier sont à prendre en considération parmi d'autres. Premier élément : contractuellement, notre relation entre Spa Grand Prix et la formule One Management vient à échéance avec cette édition 2022. Par ailleurs, une lourde compétition existe pour pouvoir accueillir l'un ou l'autre Grand Prix, confirmer d'autres, et pouvoir dans le calendrier international situer les différents Grand Prix que vous connaissez. D'autres éléments viennent encore impacter le modèle, en ce sens que, d'une part, il y a la candidature, comme vous l'avez relevé, de l'Afrique du Sud pour le retour d'un Grand Prix en Afrique du Sud après 30 ans d'absence, et par ailleurs, la question de l'incertitude sanitaire concernant le Grand Prix de Chine, le devenir également des Grands Prix français est aussi un élément majeur, sachant que dans le cadre de cet entonnoir, il n'y a pas de place, il n'y a pas de place pour l'ensemble de ces compétitions que je viens de mentionner.

À l'évidence, Spa Grand Prix dispose d'atouts considérables, bien sûr son circuit extrêmement particulier au tracé remarquable et le fait qu'il soit, à l'évidence, apprécié par plusieurs pilotes. Certains se sont explicitement exprimés quant à leur appréciation du Grand Prix. D'autre part, l'expertise, le professionnalisme des équipes sont à souligner ainsi que l'ensemble de ce qui est fait de manière à upgrader la dimension événementielle du Grand Prix au-delà de la course elle-même. Tout ce qui tourne autour du Grand Prix fait désormais partie des éléments intéressants, majeurs, en ce qui

concerne la médiatisation, l'ampleur, l'environnement du Grand Prix. Vous le savez, nous avons investi dans le circuit avec des aménagements pour améliorer les infrastructures : plus de 30 millions d'euros ont été investis avec un certain nombre d'adaptations, d'équipements de sécurité destinés à protéger pilotes et à améliorer la qualité de l'expérience et du spectacle sur place. Nous avons également organisé le grand Prix, en 81 ce compris à huis clos, ou réorganiser le Grand Prix à la suite de la période de restriction sanitaire. Quand les décisions et quelles décisions vont-elles tomber ?

Premier élément, à ce stade, il n'y a pas de décision prise. L'information relayée par De Telegraaf, journal hollandais, est une information qui n'est pas en relation avec la réalité du dossier. Au moment où nous parlons, il n'y a pas de décision prise. Cette décision est-elle imminente ? Je le pense. Dans les toutes prochaines semaines. Le Grand Prix de Hongrie étant le dernier de la saison, il y aura une notification qui nous sera faite des possibilités d'être toujours au calendrier. Nous avons exprimé notre soutien à cet égard à partir de 2023, mais suivant des modalités à définir.

Je suis conscient que je ne vous apporte qu'une réponse incomplète. Je serais bien en peine de vous apporter une réponse complète. Celle-ci se traduirait par : la décision est que.... Ce qui n'est le cas. Ou alors par une estimation assez aventureuse et aléatoire de pourcentages, de probabilités de chances d'avoir le Grand Prix en 2023 ou les temporalités ou l'organisation dans le temps. Je suis convaincu que la F1 a un avenir à Francorchamps. Il est indispensable qu'elle ait cet avenir. Je voudrais vous assurer que tous les efforts sont faits. Je remercie à la fois, le conseil d'administration, son président, Melchior Wathelet, les équipes de Vanessa Maes, d'Amaury Bertholomé, tous celles et ceux qui se mobilisent pour que ces efforts soient maximalisés dans le respect de la négociation avec les interlocuteurs.

**M. le Président.** – La parole est à M. Frédéric.

**M. Frédéric (PS).** – Je vous remercie, Monsieur le Ministre pour votre réponse. Je préfère une réponse étayée modérément optimiste et réaliste qu'une réponse qui n'en serait pas une.

Vous avez le mérite de la clarté à cet égard et je vous en remercie. Tous les yeux sont braqués pas seulement sur vous, ils sont braqués sur le Gouvernement wallon, ils sont braqués sur le Gouvernement fédéral. Je suis heureux d'entendre que les contacts sont pris, car c'est quand même bien le Grand Prix de Belgique dont il s'agit. À cet égard, vous avez ma totale confiance. Vous indiquez qu'avec le tout petit pouvoir que l'on peut avoir chacun, en tout cas dans mon groupe politique, je suis sûr que dans la majorité en tout cas avec mes collègues, il en sera ainsi. Ceux qui ne sont pas encore convaincus, je les inviterai à venir rencontrer les milliers de travailleurs qui dépendent de la formule 1 et du circuit de Francorchamps. Ces secteurs ont souffert de la pandémie, qui – dans l'arrondissement de Verviers, je le rappelle – ont souffert des inondations catastrophiques, de l'annulation du Grand Prix l'année dernière. Vous en conviendrez, ce sont des milliers de gens qui dépendent de cette activité. J'insiste très fort sur un élément que vous avez mis en évidence. J'ai souvent l'occasion de parler avec des indépendants de ma région, des hôteliers, il y en a qui vivent à 100 % de l'activité quotidienne sur le site du circuit. Quand ce n'est pas des entraînements de camions qui font des essais de freinage, c'est impressionnant. Cela est lié à l'attractivité de la formule 1. Si l'on devait perdre cette activité, ce serait extrêmement dommageable.

Je voulais mettre un visage aussi derrière ce problème. Parfois, on se fait taxer de défenseur d'un business de riche. Tout ce qui fait business et qui permet de créer de l'emploi et de l'activité économique dans une région, à mes yeux, c'est essentiel. Je continuerai à la défendre et sachez que vous pouvez compter sur nous avec nos modestes moyens. Je suis certain que vous serez un porte-voix efficace.